



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

ARRÊTÉ N° **291** -DDPP-12

PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 11 MAI 2010

SOCIÉTÉ INDUSTEEL LOIRE

USINE DE CHATEAUNEUF

118 ROUTE DES ETAINGS

BP 368

42803 RIVE DE GIER CEDEX

VUS ET CONSIDÉRANTS

VU le titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 réglementant les activités de fabrication de tôles lourdes exercées par la société INDUSTRIEL FRANCE sur le territoire de la commune de CHATEAUNEUF ;

VU l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2009 prescrivant à la société INDUSTRIEL LOIRE la réalisation d'une surveillance complémentaire des eaux souterraines et superficielles ainsi que d'une étude d'impact de la pollution de ses sols sur les milieux et des mesures de gestion à mettre en œuvre ;

VU la demande présentée le 31 janvier 2011 par INDUSTRIEL FRANCE situé 118 route des Etaings à RIVE-DE-GIER en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des activités d'aciérie et de tôlerie (augmentation d'activité) ;

VU le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

VU la décision en date du 26 avril 2011 du président du tribunal administratif de Lyon portant désignation du commissaire – enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 avril 2011 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 16 mai au 20 juin 2011 inclus sur le territoire des communes de CHATEAUNEUF, RIVE-DE-GIER, DARGOIRE, SAINT-JEAN-DE-TOUSLAS, TARTARAS, TREVES, LONGES, GENILAC, SAINT-MARTIN-LA-PLAINE, SAINT-JOSEPH, SAINT-MAURICE-SUR-DARGOIRE ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans ces communes ;

VU la publication en date des 28 avril 2011 et 29 avril 2011 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de CHATEAUNEUF, RIVE-DE-GIER, TARTARAS, TREVES, SAINT-JOSEPH ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU le rapport et les propositions en date du 18 avril 2012 de l'inspection des installations classées ;

VU les observations de la société INDUSTRIEL FRANCE en date du 08 juin 2012 ;

VU l'avis en date du 11 juin 2012 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU l'absence d'observation émise sur le projet d'arrêté transmis le 29 juin 2012 ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que l'objectif d'une approche intégrée de la réduction de la pollution est de prévenir, partout où cela est réalisable, les émissions dans l'atmosphère, les eaux et les sols, en prenant en compte la gestion des déchets, et, lorsque cela s'avère impossible, de les réduire à un minimum afin d'atteindre un haut niveau de protection de l'environnement dans son ensemble ;

CONSIDERANT que les dispositions prévues par l'exploitant et les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par ces installations, notamment en matière de sécurité, de pollution atmosphérique et des eaux, de bruit et d'élimination des déchets et devraient permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

atmosphérique et des eaux, de bruit et d'élimination des déchets et devraient permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient pour l'exploitant d'améliorer la connaissance et la maîtrise des émissions, de réaliser des actions de réduction des émissions ;

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser le classement des activités exercées par l'exploitant au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exécution de l'ensemble des mesures précitées suffit à garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

La société INDUSTRIEL FRANCE dont le siège social est situé 5, rue Luigi Cherubini à LA-PLAINE-SAINT-DENIS (93) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à procéder à l'extension de ses activités et d'exploiter sur le territoire de la commune de CHATEAUNEUF (42) au 118 route des Etaings, les installations détaillées dans les articles suivants.

Les activités concernées par l'extension sont :

- une presse de 8 000 tonnes ;
- deux fours de traitement thermique de 8 000 kW chacun ;
- une bache de trempe de 100 m³ ;
- un agrandissement des bassins de coulées ;
- une tour aéroréfrigérante de 2 790 kW ;
- la création de 3 extensions de 3900 m² de travées de bâtiments (coulée, traitement thermique, presse).

ARTICLE 2 :

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume des activités	Unités du seuil et du volume autorisé
2545	A	Acier, fer, fonte, ferro-alliages (fabrication d')	1 four électrique CLESID de 90 t – 31 MVA 1 four d'affinage de 90 t – 12 MVA 1 dégazeur RH – 4 MVA	-	Production de 125 000 tonnes d'acier liquide	
2560	A	Métaux et alliage (travail mécanique des)	1 machine à flammer 1 presse à dresser – 12 000 t 1 presse à forger en ligne (PFL) – 12 600 t 1 laminoir quatre 2 meuleuses gazuit 1 meuleuse Midwest 1 ponceuse à bande 3 bancs d'oxycoupage Tours, fraiseuses et scies (atelier des essais) 1 scie à tôles AMADA 1 scie à ruban KASTO 1 scie à tôles IMCG 1 scie AMADA HFA 700 1 presse à dresser 8 000 t	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	13405	kW
2910-A	A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse	<u>Chauffage des lingots :</u> 1 four FOFUMI A – 6 370 kW 1 four AUBURTIN 2 – 10 744 kW 1 four FOFUMI B – 2 906 kW 1 four MAERZ – 8 093 kW 2 enceintes à lingots – 1 395 kW 1 four OLIVOTTO 2 – 7 000 kW <u>Chaufferie :</u> 1 chaudière SOCOMAS 14 t/h – 9 825 kW	Puissance thermique maximale de l'installation	46,33	MW
2921-1	A	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installation de) 1. Lorsque que l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé »	4 TAR pour circuit four électrique – 9 201 kW 2 TAR pour circuit RH – 7 840 kW 2 TAR pour circuit dépoussiéreur – 10 034 kW 2 TAR pour circuit baches de trempe – 5 580 kW 1 TAR pour circuit trempe – 2 790 kW	Puissance thermique évacuée maximale	35 445	kW
2713	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Parc à ferraille intérieur – 3 900 m ² (4 000 t) Parc à ferraille extérieur – 30 000 m ² (40 000 t)	Surface utilisée	33 900	m ²
195	D	Ferro-silicium (dépôt de)	Dépôt de ferro-silicium de 30 t	-	-	-
1220	D	Oxygène (emploi et stockage de l')	1 réservoir de 50 m ³ (aciérie) 1 réservoir de 20 m ³ (tolerie) 1 réservoir de 30 m ³	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	114	t

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume des activités	Unités du seuil et du volume autorisé
2561	D	Métaux et alliages (<i>trempe, recuit ou revenu</i>)	<u>Fours :</u> 1 four SCHAEFFER – 9 500 kW 1 four AUBURTIN 1 – 9 535 kW 1 four AUBURTIN 3 – 8 186 kW 1 four LOI – 2 907 kW 1 four INOTEC – 4 418 kW 1 four MAYER – 4 825 kW 1 four OLIVOTTO 1 (FERRE) – 7 000 kW 1 four n°8 – 8 000 kW 1 four n°9 – 8 000 kW <u>Bâches de trempe à eau :</u> 1 bache verticale de 200 m³ 1 bache mécanisée de 200 m³ 1 bache mécanique de 100 m³			
1412	NC	Gaz inflammables liquéfiés (<i>stockage en réservoirs manufactures de</i>), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	Stockage de 8 m³ de propane (4 tonnes)	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	4	t
1418	NC	Acétylène (stockage et emploi de l')	20 bouteilles stockées au maximum, soit une estimation de 90 kg de gaz (utilisation pour des chalumeaux)	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	90	kg
1432	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufactures de)	1 cuve de gasoil de 6 m³ double enveloppe cuve de gasoil de 6,5 m³ double enveloppe 1 cuve de gasoil de 4 m³ double enveloppe	Capacité équivalente stockée	2,34	m³
1435	NC	Stations-service (installations, ouvertes ou non au public, ou les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs).	3 installations de distribution de gasoil distribuant 21 048 litres	Volume annuel distribué	4,21	m³
2410	NC	Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues	Scie et dégrossisseur 7,5 kW Raboteuse 5 kW Tour à meuler 1 kW	Puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines		
2920	NC (Décret n°2010-1700 du 30/11/2010)	Réfrigération ou compression (<i>installations de</i>) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa.	4 compresseurs de 160, 160, 180 et 90 kW	Puissance absorbée	600	kW
2760-1 2760-2		Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement. 1. Installation de stockage de déchets dangereux 2. Installation de stockage de déchets non dangereux	Décharge interne de 10 ha	A l'arrêt		

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration)

Volume des activités : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 3 :

Le tableau de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par le tableau suivant :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur de rejet (m)	Combustible
1	Dépoussiéreur aciérie	Bag-house (débit de 200 000 m ³ /h)	-
2	Dépoussiéreur flammage	25	-
3	Dépoussiéreur meuleuses Gazuit	20	-
4	Dépoussiéreur meuleuse Midwest	21	-
5	Four Maerz	27,2	Gaz naturel
6	Four Fofumi A	23	Gaz naturel
7	Four Olivotto 2	33	Gaz naturel
8	Four Auburtin 2	28	Gaz naturel
9	Four fofumi B	26,7	Gaz naturel
10	Enceinte à lingots	27	-
11	Four Olivotto 1	25	Gaz naturel
12	Four Auburtin 1	26,3	Gaz naturel
13	Four Inotec	35	Gaz naturel
14	Four Loi	25	Gaz naturel
15	Four Mayer	25,8	Gaz naturel
16	Four n°8	25	Gaz naturel
17	Four n°9	25	Gaz naturel
18	Chaudière	26	Gaz naturel

ARTICLE 4 :

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les rejets issus de chaque conduit doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations instantanées		Conduit n°					
		1	2	3	4	5 à 17**	18*
Poussières	mg/Nm ³	5	5	20	5	40	5
SO ₂	mg/Nm ³	20	-	-	-	20	10
NO _x (éq.NO ₂)	mg/Nm ³	150	-	-	-	400	400
HAP	mg/Nm ³	0,1	-	-	-	-	-
COV-NM (éq.C)	mg/Nm ³	10	-	-	-	-	-
PCDD/F	ng/Nm ³	0,1	-	-	-	-	-
Cd et ses composés	mg/Nm ³	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	-
Hg et ses composés	mg/Nm ³	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	-
Tl et ses composés	mg/Nm ³	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	-
Cd + Hg + Tl	mg/Nm ³	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-
As + Se + Te	mg/Nm ³	1	1	1	1	1	-
Pb et ses composés	mg/Nm ³	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+N i+V+Zn	mg/Nm ³	5	5	5	5	5	-

(*) : Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

(**) : concentrations moyennes sur l'ensemble des rejets 5 à 17.

ARTICLE 5 :

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreur...).

Les émissions de poussières issues de l'aciérie électrique (émissions primaires et secondaires provenant du chargement, fusion, coulée en poche, métallurgie en poche, des fuites du four électrique et des postes APC et RH) sont captées à hauteur de 98%.

Le délai suivant est donné à INDUSTRIE FRANCE pour répondre à la précédente prescription :

- 1er janvier 2013 : réalisation des études correspondant à la captation à 98%;
- 1er avril 2013 : justification du passage de commande des équipements ;
- 1er septembre 2014 : mise en service de l'équipement permettant de capter 98% des poussières.

En période de transition et avant le 1er septembre 2012, INDUSTRIE FRANCE met en œuvre les mesures de captage des poussières à hauteur de 96,3% par la mise en place d'un deuxième ventilateur de captation et garantira un niveau d'émission annuel en poussières totales inférieur ou égal à celui de l'année 2008 (87,5 tonnes).

L'augmentation de production prévue dans le dossier est conditionnée à la justification du passage de commande des équipements nécessaires à la captation de 96,3% et 98%.

ARTICLE 6 :

L'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes, pour chaque ensemble de conduits :

Flux		Conduit n°				
		1	2	3	4	5+6+7+8+9+ 10+11+12+13 +14+15+16+ 17+18
Poussières	kg/h	1	0,6	0,5	0,08	0,3
SO ₂	kg/h	2	-	-	-	-
NO _x (ég.NO ₂)*	kg/h	15	-	-	-	-
HAP	g/h	20	-	-	-	-
COV-NM (ég.C)	kg/h	2	-	-	-	-
PCDD/F	mg/h	0,01	-	-	-	-
Cd + Hg + Tl	g/h	1	1,5	0,5	0,08	-
As + Se + Te	g/h	2	5	3	0,5	-
Pb et ses composés	g/h	15	5	4	0,7	-
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	kg/h	0,4	0,9	1	0,2	-

Le flux spécifique en poussières issu de l'aciérie comprenant les émissions diffuses et canalisées de l'aciérie (chargement, coulée, affinage en poche, dégazage...) est inférieur à 389 g/t d'acier à compter du 1er septembre 2014.

En période transitoire le flux spécifique en poussières issu de l'aciérie comprenant les émissions diffuses et canalisées de l'aciérie (chargement, coulée, affinage en poche, dégazage...) est inférieur à 791 g/t d'acier à compter du 1er septembre 2012.

ARTICLE 7 :

Le chapitre 3.2 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est complété par les articles 3.2.6, 3-2-7, 3-2-8 et 3-2-9 suivants :

Article 3.2.6 Limitation temporaire des émissions de particules fines PM10 :

- En cas de déclenchement du niveau « information et recommandation » sur le paramètre "Particules fines PM10" tel que défini dans l'arrêté inter préfectoral en vigueur* l'action suivante sera mise en place :
 - Contrôle journalier des installations de dépoussiérage (aciérie, flammage et meulage).
- En cas de déclenchement du niveau d'alerte « 1^{er} niveau de mesures d'urgence » sur le paramètre "Particules fines PM10" tel que défini dans l'arrêté inter préfectoral en vigueur* les actions suivantes seront mises en place :
 - Arrêt immédiat des installations dont le dépoussiérage ou la captation seraient en dysfonctionnement ;
 - Arrêt des opérations de criblage des laitiers, des oxydes et des réfractaires.

- En cas de déclenchement du niveau d'alerte « 2^{ème} niveau de mesures d'urgence » sur le paramètre "Particules fines PM10" tel que défini dans l'arrêté inter préfectoral en vigueur* les actions suivantes seront mises en place :
 - Application des mesures du 1^{er} niveau d'alerte ;
 - Arrosage journalier des allées de circulation du parc à ferraille (sauf en cas d'arrêté sécheresse interdisant cette pratique) ;
 - Arrêt des opérations de transfert de déchets pouvant générer des envois de particules (laitiers).
- En cas de déclenchement du niveau d'alerte « 3^{ème} niveau de mesures d'urgence » sur le paramètre "Particules fines PM10" tel que défini dans l'arrêté inter préfectoral en vigueur* les actions suivantes seront mises en place :
 - Application des mesures du 2^{ème} niveau d'alerte ;
 - Réduction de la production d'acier liquide de 15% à 25% sur 24 heures, ce qui correspond à plafonner le nombre de coulée à 6 par jour (contre 7 à 8 en fonctionnement normal).

Ces mesures de réduction temporaires sont mises en œuvre dans les meilleurs délais et au plus tard à 8 heures le lendemain de la réception du message d'alerte diffusé par le préfet.

Les actions prévues ci-dessus ne doivent en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel, de l'environnement et des installations.

() à la date de notification du présent arrêté préfectoral, il s'agit de l'arrêté inter préfectoral n°2011-004 du 5 janvier 2011 relatif à la procédure d'information et d'alerte de la population en cas de pointe de pollution en région Rhône-Alpes.*

Article 3.2.7 Information de l'Inspection des Installations Classées :

L'exploitant informe, dans un délai de 24h à compter de la réception du message d'alerte diffusé par le préfet, l'inspecteur des installations classées, des actions mises en œuvre pour réduire les émissions de particules fines PM10.

Article 3.2.8 Bilan des actions temporaires de réduction des émissions particules fines PM10 :

L'exploitant conserve durant un an minimum, et tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées, un dossier consignant les actions menées en application des mesures d'urgence en cas d'épisode de pollution atmosphérique.

Ce dossier comporte notamment les éléments suivants :

- les messages d'alerte, diffusés par le préfet, dont il est destinataire, en application des arrêtés préfectoraux en vigueur ;
- la liste explicite et justifiée des actions menées ;
- une quantification, justifiée, de la réduction des émissions de particules fines PM10 obtenue par rapport au fonctionnement " courant " de l'établissement pendant la période d'activation des mesures spécifiques.

Article 3.2.9 Limitation temporaire des émissions d'oxydes d'azote et de composés organiques volatils :

L'exploitant devra proposer avant le 1er octobre 2012 des actions temporaires permettant de réduire ses émissions d'oxydes d'azote.

ARTICLE 8 :

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	Prélèvement moyen journalier (m³)
Réseau public	Réseau communal de Châteauneuf	64440	-
Eau de surface	Le Gier (DR475)	338900	1000

ARTICLE 9 :

Le chapitre 6.2 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est complété par l'article 6.2.3 suivant :

ARTICLE 6.2.3 :

Afin de limiter les nuisances sonores à l'extérieur du site, l'exploitant :

- poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de réduction du bruit avec des mesures générales et spécifiques à chaque source ;
- met en place au cours de l'année 2012 :
 - un silencieux sur la gaine de refoulement du local compresseur ;
 - un portail sur l'ouverture Nord de l'aciérie ;
 - une action sur la fuite du dépoussiéreur ;
 - un confinement d'un détendeur à gaz.

De plus, les études détaillées suivantes seront menées en 2012 :

- le confinement des moteurs du dépoussiéreur de l'aciérie ;
- le remplacement de la toiture de la chaudière ;
- la fermeture de la partie basse du dépoussiéreur.

ARTICLE 10 :

L'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Les différents produits chimiques utilisés devront être clairement identifiés et stockés isolément.

Le personnel présent sur site devra être en mesure de fournir très rapidement aux différents intervenants, la nature, la quantité exacte des produits stockés et les moyens d'extinction appropriés (ex: l'interdiction d'utiliser de l'eau devra être clairement identifiée).

Afin de favoriser l'action et la sécurité des différents intervenants, des fiches de sécurité de l'ensemble des produits présents sur le site devront être répertoriées dans un classeur.

ARTICLE 11 :

Le chapitre 7.1 du titre 7 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est complété par l'article 7.1.3 suivant :

ARTICLE 7.1.3 : COMPLEMENTS A L'ETUDE DES DANGERS

L'exploitant complètera avant le 1er novembre 2012 l'étude des dangers remise avec le dossier de demande d'autorisation sur les points suivants :

- mise en place des dispositifs pour lutter contre la foudre ;
- perte des utilités ;
- cotations gravité / probabilité à expliciter ;
- estimation de la performance des barrières à expliciter ;
- la conformité du site vis à vis de la réglementation séisme ;
- confirmer qu'il n'y a pas d'effets dominos en interne initiateurs d'un scénario majorant sortant des limites de propriété ;
- le risque de contact eau / métal liquide au niveau des fosses de l'aciérie ;
- le risque de contact eau / laitier ;
- la modélisation, la cotation et l'acceptabilité du risque d'explosion de deux fours implantés en proximité immédiate de la société PROTECT METAL (Aubertin 1 et Schaeffer) ;
- l'analyse des risques potentiels que peuvent représenter les sociétés PROTECT METAL, RAVE et SLR OXYTEC implantées en proximité immédiate sur le site autorisé par le présent arrêté.

ARTICLE 12 :

Le chapitre 7.2 du titre 7 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est complété par l'article 7.2.1.3 et 7.2.1.4 suivants :

Article 7.2.1.3. Caractéristiques voie « engins » et voie « échelle » :

Une voie « engins », dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15% ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.

Depuis cette voie, une échelle aérienne peut être mise en station pour accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment.

La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticalité de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieur à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320kN avec un maximum de 130kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88N/cm².

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètres de large au minimum.

Article 7.2.1.4. Désenfumage :**Cantonnement :**

Le désenfumage devra être réalisé conformément à la réglementation en vigueur.

Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Les écrans de cantonnement sont DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006.

L'emplacement des commandes doit être judicieux de façon à exposer au minimum le personnel. Une signalétique des cantons de désenfumage devra être réalisée en corrélation avec les commandes de désenfumage.

Il est demandé que les commandes de désenfumage soient situées en dehors des cellules à désenfumer (stockage, activité).

Les dispositions sont applicables aux nouveaux bâtiments dans le cadre de l'extension des activités couvertes par le présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 13 :

L'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur et selon les recommandations faites dans les rapports n°AA6201143/0801 du 17/12/2008 (NORISKO) et A8840313-1101-01 du 27/01/2011 (DEKRA).

ARTICLE 14 : AUTRES RISQUES NATURELS

Le chapitre 7.2 du titre 7 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est complété par l'article 7.2.7 suivant :

Les installations sont protégées contre les conséquences des inondations de la rivière « Le Gier » et respectent les prescriptions (dès lors qu'il existe) du plan de prévention du risque inondation et l'avis de la Direction Départementale des Territoires du 27 avril 2011.

ARTICLE 15 :

Le chapitre 7.4 du titre 7 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est complété par l'article 7.4.9 suivant :

Le stockage de produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est pas autorisé dans les zones susceptibles d'être sujettes à inondation. Dans le cas d'impossibilité de respecter cette disposition, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour que ces stockages ne puissent faire l'objet d'un entraînement par les eaux. Notamment la prise en place de grilles évitant ces entraînements de substances est préconisée.

ARTICLE 16 :

L'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'exploitant dispose à minima d'un débit d'eau nécessaire pour assurer la protection de l'établissement pendant 2 heures minimum (mesures en simultané des moyens fixes).

Ce débit sera au minimum de 2460 m³/h pendant 2 heures.

Ce débit pourra être révisé en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et disponible sous un délai de un an à compter de la signature du présent arrêté. Ce volume devra être assuré par des bouches incendie ou des poteaux d'incendie publics ou privés de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200).

Un des poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement.

Une attestation justifiant les débits disponibles aux poteaux d'incendie (débits unitaires et simultanés), et indiquant l'origine et la capacité de la source d'alimentation de ces poteaux devra être fournie au Service Départementale d'Incendie et Secours (SDIS).

Les bouches, poteaux d'incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau d'incendie sont munis de raccords normalisés. Ils seront judicieusement répartis dans l'établissement en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables.

Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propre au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles – publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

Volume minimum de la réserve : 4920 m³.

Ces deux moyens peuvent être complémentaires.

Par ailleurs, l'exploitant dispose a minima :

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; ces extincteurs sont placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles
- de robinets d'incendie armés.
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Ces dispositifs sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

ARTICLE 17 :

Le tableau de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence de contrôle					
	Bag-house n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduits n°5 à 17	Conduits n°18
Débit	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle
Poussières totales	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle
Pm10	semestrielle	annuelle	annuelle	-	-	-
Pm2,5	semestrielle	annuelle	annuelle	-	-	-
SO ₂	semestrielle	-	-	-	annuelle	annuelle
NO _x (ég.NO ₂)*	semestrielle	-	-	-	annuelle	annuelle
CO	semestrielle	-	-	-	-	annuelle
HAP	semestrielle	-	-	-	-	-
COV-NM (ég.C)	semestrielle	-	-	-	-	-
PCDD/F	semestrielle	-	-	-	-	-
Cd et ses composés	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	-
Hg et ses composés	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	-
Tl et ses composés	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	-
Cd + Hg + Tl	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	-
As + Se + Te	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	-
Pb et ses composés	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	-
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle	annuelle	-

ARTICLE 18 :

L'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'exploitant assure une surveillance de l'air ambiant et des retombées atmosphériques de poussières, dioxines-furanes et principaux métaux émis suivant les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence en vigueur. La surveillance de l'air ambiant comprendra également le paramètre oxydes d'azote.

Pour les retombées atmosphériques : réalisation de 2 mesures par an, au droit :

- de la limite de propriété du site (pour les diffus) (2 fois par an),
- de la zone de retombées maximales (2 fois par an),

en plus d'un point témoin de référence.

Pour l'air ambiant : réalisation de 2 mesures par an, au droit :

- de la zone habitée la plus impactée par les émissions diffuses et canalisées en plus d'un point témoin de référence.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les dispositifs de mesure sont installés et exploités (notamment la fréquence des relevés) sont fixés sur proposition de l'exploitant et soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. L'emplacement des points de mesure est défini en fonction d'une étude de dispersion des rejets atmosphériques de l'établissement permettant de déterminer les zones d'impact maximal et les zones d'impact nul ou négligeable (témoin du bruit de fond), de la répartition des populations et de l'occupation des sols dans les zones impactées.

Les émissions diffuses sont prises en compte et font l'objet d'une attention particulière.

La surveillance prévue au présent article peut être portée à une fréquence annuelle à compter du 1er janvier 2015 dès lors que les normes prévues aux articles 3.2.3 et 3.2.5 de l'arrêté du 11 mai 2010 modifié sont respectées pendant 2 contrôles successifs.

ARTICLE 19 : ECHEANCES

Articles	Types de mesure à prendre	Date ou délai de mise en application à compter de la notification du présent arrêté
5	Captation des poussières à hauteur de 96,3%	Tenue des délais 1er septembre 2012
	Captation des poussières à hauteur de 98 %	1er avril 2013 commande des équipements 2014 installation des équipements effective 1er septembre 2014 mise en service des équipements
6	Flux spécifique de 389 g/t d'acier	1er septembre 2014
	Flux spécifique de 791 g/t d'acier	1er septembre 2012
7	Actions de réduction temporaire des émissions de dioxydes d'azote	1er octobre 2012
9	Actions de réduction des nuisances sonores	Au cours de l'année 2012
11	Compléments à l'étude des dangers	1er novembre 2012

ARTICLE 20 :

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 21 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de CHATEAUNEUF sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en Mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la Mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT À ST-ETIENNE, LE 26 JUIL. 2012

Pour la Préfète
et par délégation
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet

Carine TRIMOUILLE

Copie adressée à :

- Société INDUSTRIEL LOIRE

Usine de Châteauneuf

118 route des Etaings

BP 368

42803 RIVE DE GIER Cedex

- Monsieur le maire de CHATEAUNEUF

- Monsieur le maire de DARGOIRE

- Monsieur le maire de TARTARAS

- Monsieur le maire de RIVE DE GIER

- Monsieur le maire de GENILAC

- Monsieur le maire de SAINT MARTIN LA PLAINE

- Monsieur le maire de SAINT JOSEPH

- Monsieur le maire de SAINT JEAN DE TOUSLAS

- Monsieur le maire de TREVES

- Monsieur le maire de LONGES

- Monsieur le maire de SAINT MAURICE SUR DARGOIRE

- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire - Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono